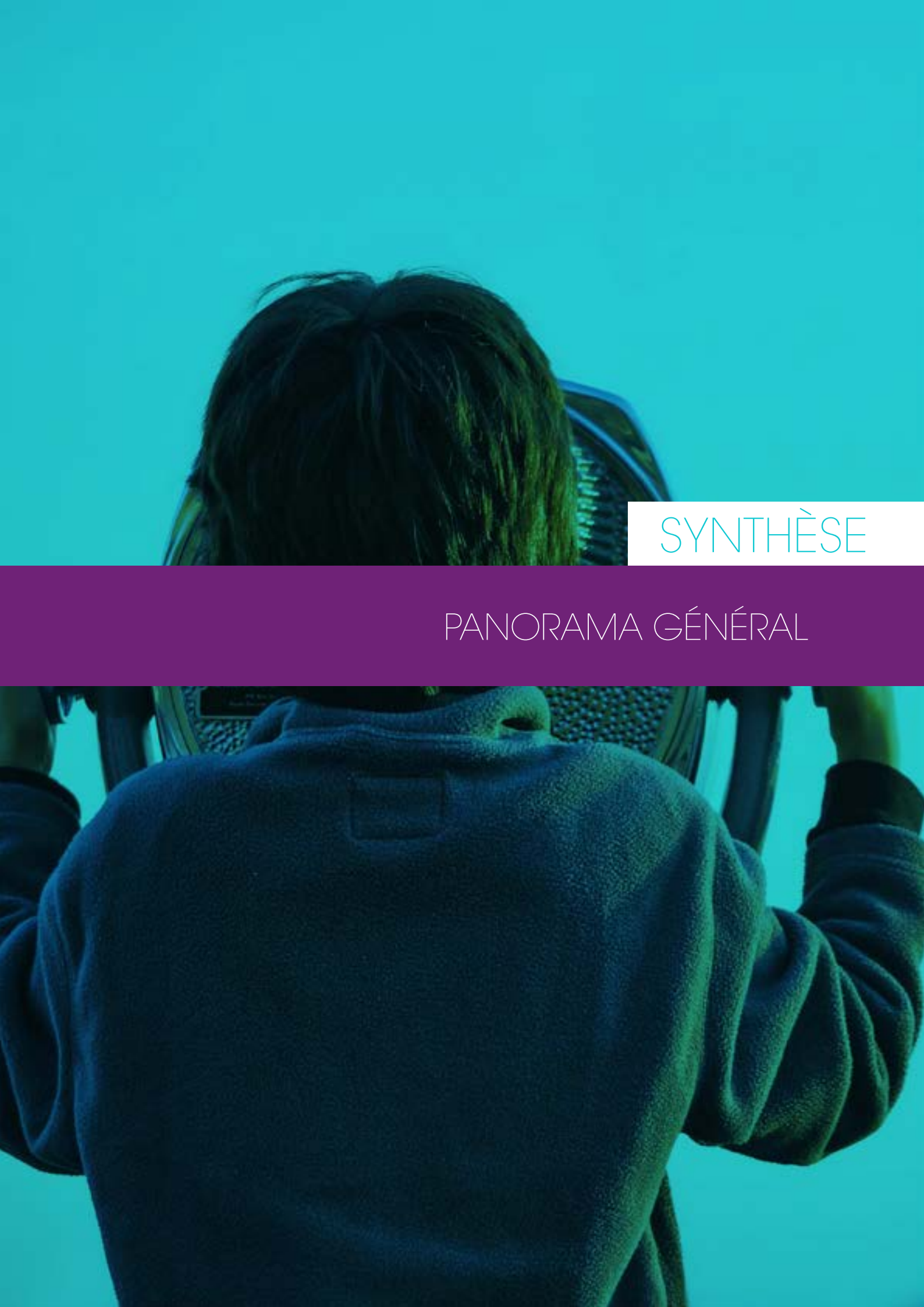




Défaillances et sauvegardes d'entreprises en France

1er trimestre 2019



SYNTHÈSE

PANORAMA GÉNÉRAL

Défaillances d'entreprises stables sur le 1er trimestre 2019.

14 146 procédures collectives ont été ouvertes (-1,1% vs T1 2018).

45 140 emplois directement menacés (+2,6%)

Paris le 11 avril 2019 – La société Altares, expert de l'information sur les entreprises, partenaire exclusif en France de Dun & Bradstreet, 1er réseau international d'informations BtoB, présente son étude sur les défaillances d'entreprises : analyse du 1er trimestre 2019.

« Le début d'année 2015 signait un record de défaillances d'entreprises avec plus de 18 000 cessations de paiement. Depuis, le risque commercial s'est détendu par palier. Les trois premiers mois 2016 et 2017 ont permis d'approcher un premier seuil à 16 000 avant que 2018 et 2019 tentent en vain de faire tomber le suivant à 14 000 défaillances, en dessous duquel nous ne sommes jamais redescendus depuis début 2008. » Relève Thierry MILLON, Directeur des études Altares.

« Un autre palier n'a pu être franchi, en l'occurrence celui de la perte d'emploi. En effet, depuis trois ans chaque début d'année compte au moins 44 000 emplois menacés, voire perdus, par les défaillances d'entreprise. Ce premier trimestre 2019 marque même une dégradation avec désormais plus de 45 000 emplois en danger. »

Nombre de défaillances d'entreprises par type de procédure par trimestre

	2015 T1	2016 T1	2017 T1	2018 T1	2019 T1	EVOLUTION T1 2019/2018	MOYENNE CINQ ANS
Sauvegardes	445	351	363	282	252	-10,6%	339
Redressements Judiciaires	5 204	4 835	4 648	4 055	4 057	0,0%	4 560
Liquidations Judiciaires directes	12 487	11 505	11 026	9 965	9 837	-1,3%	10 964
Total France	18136	16 691	16 037	14302	14146	-1,1%	15 862
Total Emplois menacés	66 200	57 800	44 400	44 000	45 140	1 140	51 508
Emplois menacés par entreprise	3,7	3,5	2,8	3,1	3,2		3,2



14 146 défaillances, un chiffre toujours au-delà des référentiels d'avant crise.

Début 2008, l'amorce de crise crevait déjà un premier plafond de sinistralité des entreprises au-delà de 14 000 défaillances. Onze ans et de nombreux autres records plus tard, nous ne parvenons toujours à revenir sous cette limite symbolique.

Comme un an plus tôt, 4050 redressements judiciaires (RJ) ont été prononcés par les tribunaux.

Sur le front des liquidations judiciaires (LJ) la situation semble ne s'améliorer que faiblement avec encore près de 9840 jugements (-1,3%). Plus précisément, la baisse du nombre de liquidations judiciaires tient à une meilleure résistance des sociétés faisant l'objet d'un plan de sauvegarde ou de redressement. Un peu plus de 610 liquidations ont été prononcées sur résolution du plan sur ce 1er trimestre, elles étaient 740 un an plus tôt.

Les procédures de sauvegardes, peu nombreuses (252), reculent de 10,6%.

Des liquidations plus nombreuses sur les PME de 10 - 19 salariés et plus de 100 salariés.

Les TPE de moins de 10 salariés constituent l'essentiel (94%) des défaillances et donnent donc le ton. En l'occurrence, la sinistralité des TPE se stabilise sous 13 400 procédures. Le rythme semble nettement plus favorable pour les PME de 10 à 49 salariés ; 708, soit une centaine de moins qu'un an plus tôt, ont connu la défaillance (-12%). Ce chiffre masque, toutefois, une augmentation sensible des liquidations judiciaires directes de PME de 10 à 19 salariés (278 contre 264).

A partir de 50 salariés, les procédures collectives se stabilisent mais là encore, les liquidations directes ont tendance à augmenter. Ainsi les liquidations de sociétés de plus de 100 salariés sont passées d'une par mois début 2018 à plus de 2 par mois cette année ; s'il s'agit de peu de sociétés, l'impact social direct voire indirect est important.

Dans ce contexte, un peu plus de 45 000 emplois sont menacés ce trimestre soit un peu plus d'un millier supplémentaire par rapport à début 2018. En moyenne, cela correspond à 3,2 emplois par entreprise contre 3,1 il y a un an et 2,8 début 2017.



De fortes disparités régionales

En métropole, les régions Corse et Grand-Est enregistrent des hausses sévères de défaillances d'entreprises, **au-delà de +10%**. Chacune d'elles retrouve son niveau de sinistralité de 2017. **La Corse** comptabilise 112 procédures collectives (+12,0%) contre 100 début 2018. Dans le **Grand-Est**, où 1182 défaillances ont été enregistrées (+13,1%), la Lorraine accuse une hausse de 24,7% annulant la baisse de 22% du 1er trimestre 2018.

En Bretagne et Centre-Val-de-Loire, le nombre de défaillances augmente **d'environ 8%**. Sur la première, ce sont les liquidations judiciaires qui marquent le trimestre. En **Bretagne**, 573 jugements ont été prononcés (+7,9%) dont 405 sont des LJ (+11%) ; les RJ reculent de 8%. En **Centre-Val-de-Loire** la hausse est de 8,4% (490 défaillances) tirée par une forte augmentation des RJ (+25%).

La **Nouvelle-Aquitaine** est légèrement dans le rouge (+1,3%) contenant ses défaillances d'entreprises à 1277 contre 1261 début 2018, soit encore très en-dessous de la sinistralité du 1er trimestre 2017 (1412). Dans cette région, Poitou-Charentes enregistre une amélioration pour la 4e année consécutive (-10%).

Les **autres régions métropolitaines** restent cette année encore bien orientées avec des reculs de défaillances de -1,3% en Occitanie, -3,1% en Normandie, -3,4% en Ile-de-France ou -4,2% dans les Hauts-de-France. L'amélioration est plus rapide en Bourgogne-Franche-Comté (-5,3%), Pays-de-la-Loire (-6,1%) Auvergne-Rhône-Alpes (-6,4%), et Provence-Alpes-Côte-d'Azur (-7,2%).

Dans les départements et régions d'outre-mer, l'évolution est favorable en **Guadeloupe** (-24,1%) et **Martinique** (-7,8%) mais délicate en **Guyane** (+12,0%). La sinistralité élevée de la **Réunion** (+65,2%) masque en réalité un nombre élevé (95) de liquidations directes techniques de sociétés en nom collectif d'investissement sans activité économique réelle. En dehors de ces 95 liquidations, la Réunion affiche une baisse des défaillances de 6,2%.

Une fragilité des activités à destination des consommateurs

Construction, commerce, industrie et services aux entreprises qui portent les deux tiers des défaillances d'entreprises sont globalement dans le vert, tandis que les activités à destination des particuliers résistent difficilement.

Dans la **construction** (3521 défaillances ; -5,4%), la sinistralité entrepreneuriale recule pour tous les secteurs : -4,3% dans le gros œuvre, -5,3% dans le second œuvre ou -3,6% dans les travaux publics. Pour quelques activités, les chiffres sont, toutefois, en hausse. C'est le cas de la construction d'autres bâtiments (non maison individuelles) (+16%) dans le gros œuvre, les travaux de revêtement des sols et des murs (+8%) dans le second œuvre ou les travaux de terrassement courants (+15%) dans les Travaux publics.

Dans le **commerce** (3095 défaillances ; -2,5%), la tendance est bonne qu'il s'agisse du détail ou du gros. Mais là encore, des activités sont à la peine. Ainsi, les activités liées à l'automobile enregistrent une hausse des défaillances dans l'entretien et la réparation de véhicules automobiles (+12%) ou la vente d'équipements automobiles chez les détaillants (+20%) comme les grossistes (+24%). Le commerce de véhicules automobiles résiste (-8%).

Les évolutions sont également mal orientées pour la boucherie (+3%), les fleuristes (+7%), les magasins de sport (+21%) ou le meuble (+56%). En revanche, la sinistralité recule très sensiblement (-14%) dans les magasins d'habillement.

Les défaillances d'industriels baissent fortement (-8,1%) et tombent sous le millier de procédures (944). Les chiffres sont bons dans l'**agroalimentaire** comme dans la **manufacture** même si cette dernière connaît quelques tensions. C'est le cas dans la confection de vêtements de dessus (+7%), la fabrication de charpentes (+62%) ou les industries connexes de l'ameublement (+22%).

Le secteur des **transports** est dans le rouge (570 défaillances ; +5%). Les taxis (+13%) continuent de peser sur les tendances. Début 2014, nous comptons une trentaine de défauts de taxis ; cinq ans plus tard nous en comptons plus de 160. Le transport de marchandises est également fragilisé avec près de 300 défaillances (+6,1%). Si le nombre de procédures collectives est stable dans le fret interurbain (97), il dérape en revanche de 8% dans le fret de proximité (176 défaillances).

Les **services aux entreprises** sont plutôt bien orientés. Si les défaillances semblent en hausse (+2,6%), cela tient au nombre important (95) de liquidations techniques relevées à la Réunion. Abstraction faite de ces liquidations judiciaires réunionnaises atypiques, la tendance repasse dans le vert (-2,9%). L'évolution est favorable dans le conseil pour les affaires et la ges-



tion (-15%), la publicité (-27%) ou l'ingénierie (-7%). En revanche, elle est sévère dans la location de voitures en courte durée (+37%) ou le nettoyage de bâtiments (+18%).

Les activités à destination du **consommateur** sont plus vulnérables. C'est notamment le cas pour la coiffure (+17%), la restauration rapide (+11%) ou les débits de boisson (+6%). D'autres métiers sont également dans le rouge, notamment les activités récréatives et plus particulièrement celles liées au sport (gestion d'installation, centres de culture physique ...), mais aussi l'enseignement de la conduite.

Dans **l'agriculture** le nombre de défaillances est

stable tout juste sous 340 procédures. Cependant cette tendance masque une évolution très sévère et rapide dans l'élevage. Le nombre d'éleveurs en défaillance augmente de 18,2% ce trimestre. Si les liquidations judiciaires reculent, les ouvertures de redressement judiciaires explosent en revanche de 51%. La sinistralité baisse dans les élevages de vaches laitières ou d'équidés, elle augmente dans les autres élevages.

« En dépit des inquiétudes qu'à fait naître le mouvement des gilets jaunes, les entreprises ont résisté grâce à l'appui des aides publiques mais aussi à la compréhension de leurs fournisseurs »

« Des défaillances d'entreprises reparties à la hausse depuis le début d'été dernier et en accélération en fin d'année pouvaient laisser augurer d'un premier trimestre compliqué pour nombre de TPE. Le mois de janvier (+10%) semblait confirmer, le début d'année paraissait perdu d'avance. Pourtant, contre toute attente, ce premier trimestre 2019 est quasiment un copier-coller de celui de 2018. Certes les trésoreries ont, et sont toujours, soumises à rudes épreuves mais le dispositif d'aides publiques semble avoir contribué à maintenir hors de l'eau les entrepreneurs en difficulté suite au mouvement des « gilets jaunes ». Ce soutien a, par ailleurs, été accompagné de l'attention bienveillante de fournisseurs qui, sensibles à la situation de leurs clients, se sont montrés indulgents et compréhensifs. Ces mesures sont, toutefois exceptionnelles et temporaires, notamment celles relatives à l'étalement des échéances sociales et fiscales qui ont été le mois dernier prolongées jusqu'au 30 avril 2019. La crainte d'un « rattrapage » d'une partie des défaillances sur le 2e trimestre n'est pas exclue.

Le risque ne se limite cependant pas aux seules TPE. Les plus grandes structures donnent elles aussi des signes d'épuisement financier. En augmentation de 12% en 2018, les défaillances de sociétés de plus de 100 salariés bondissaient de 24% en fin d'année. Sur ce trimestre, la relative stabilité du nombre de procédures masque une accélération des liquidations judiciaires directes.

Dans un contexte de ralentissement de la croissance, d'incertitudes sur le plan géopolitique et d'une concurrence nouvelle et féroce, la lecture juste et précise du risque commercial et financier est au cœur de décisions d'affaires. Détecter les signaux faibles sans oublier de lire les signaux forts ! » *conclut Thierry Millon.*

LES OUVERTURES DE SAUVEGARDES, REDRESSEMENTS JUDICIAIRES & LIQUIDATIONS JUDICIAIRES EN FRANCE

SOMMAIRE

PARTIE 1 Statistiques détaillées des défaillances

- 9** | Statistiques des défaillances (ouvertures de procédure) 1ers trimestres sur 5 ans
Histogramme des défaillances sur 5 ans
- 10** | Statistiques des défaillances par tranche d'effectif par nature de procédure
Statistiques des défaillances par tranche d'âge par nature de procédure
Statistiques des défaillances par région par nature de procédure
- 11** | Statistiques des défaillances par activité par nature de procédure
- 13** | Les défaillances d'entreprises de plus de 20 M€ de Chiffre d'affaires au cours du 1er trimestre 2019
- 15** | Les Défaillances d'entreprises en région au 1er trimestre 2019
- 16** | Evolution des défaillances d'entreprises en France sur 10 ans

ANNEXES

- 18** | Méthodologie
- 20** | Secteurs d'activité analysés

The background of the entire page is a teal-tinted photograph of the Statue of Justice. The statue is shown from the waist up, holding a pair of scales of justice. The scales are positioned in the upper right and lower right areas of the frame. The statue's face is blindfolded, and its right arm is raised, holding the top of the scales. The lighting is dramatic, with strong highlights and deep shadows, creating a sense of solemnity and authority.

PARTIE 1

STATISTIQUES DÉTAILLÉES DES DÉFAILLANCES

Statistiques détaillées des défaillances

1ER TRIMESTRE 2019

Statistiques des défaillances (ouvertures de procédure) 1ers trimestres sur 5 ans

(Les données 2018 T1 et 2019 T1 non définitives sont arrêtées au 08 avril de chaque année)

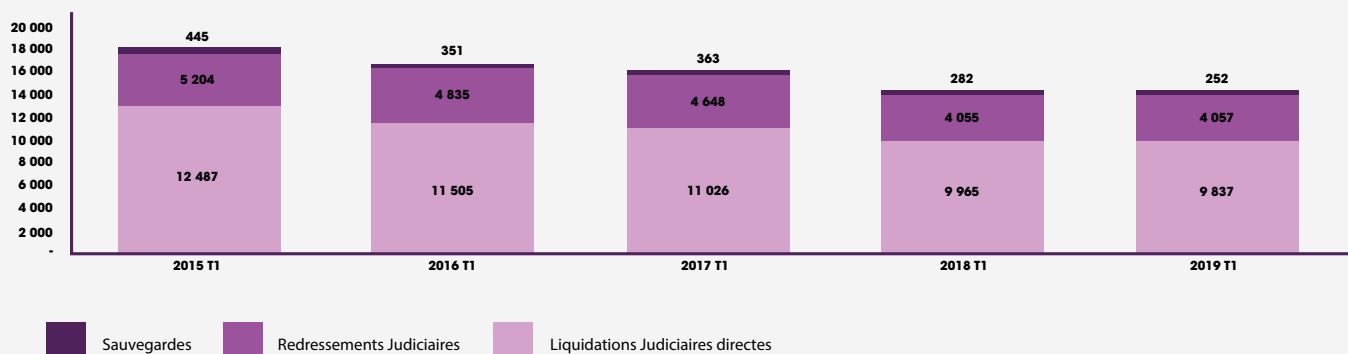
NOMBRE D'OUVERTURES	2015T1	2016T1	2017T1	2018T1	2019T1	EVOLUTION T1 2019/2018	MOYENNE 5 ANS
Sauvegardes	445	351	363	282	252	-10,6%	339
Redressements Judiciaires	5 204	4 835	4 648	4 055	4 057	0,0%	4 560
Liquidations Judiciaires directes	12 487	11 505	11 026	9 965	9 837	-1,3%	10 964
TOTAL DEFAILLANCES	18 136	16 691	16 037	14 302	14 146	-1,1%	15 862

TAUX PAR NATURE DE PROCEDURE	2015T1	2016T1	2017T1	2018T1	2019T1	EVOLUTION T1 2019/2018	MOYENNE 5 ANS
Sauvegardes	2,5%	2,1%	2,3%	2,0%	1,8%	-0,2%	2,1%
Redressements Judiciaires	28,7%	29,0%	28,8%	28,4%	28,7%	0,3%	28,7%
Liquidations Judiciaires directes	68,9%	68,9%	68,9%	69,7%	69,5%	-0,1%	69,1%
TAUX PROCEDURE	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%		100,0%

NOMBRE D'EMPLOIS MENACES	2015T1	2016T1	2017T1	2018T1	2019T1	ECART T1 2019/2018	MOYENNE 5 ANS
Sauvegardes	5 500	3 600	2 400	1 600	3 040	1 440	3228
Redressements Judiciaires	29 600	26 300	19 600	21 200	21 300	100	23600
Liquidations Judiciaires directes	31 100	27 900	22 400	21 200	20 800	-400	24680
TOTAL EMPLOIS MENACES	66 200	57 800	44 400	44 000	45 140	1 140	51 508

NOMBRE D'EMPLOIS MENACES PAR ENTREPRISE	2015T1	2016T1	2017T1	2018T1	2019T1	ECART T1 2019/2018	MOYENNE 5 ANS
Sauvegardes	12,4	10,3	6,7	5,7	12,1	6,4	9,4
Redressements Judiciaires	5,7	5,4	4,3	5,2	5,3	0,0	5,2
Liquidations Judiciaires directes	2,5	2,4	2,1	2,1	2,1	-0,0	2,2
TOTAL EMPLOIS MENACES	3,7	3,5	2,8	3,1	3,2	0,1	3,2

Histogramme des défaillances sur 5 ans



Statistiques des défaillances par tranche d'effectif par nature de procédure

TRANCHE DE SALARIÉS	2018 T1				2019 T1				EVOLUTION 2019 T1 / 2018 T1	TAUX DE Liquidations Judiciaires
	Sauv.	RJ	LJ	Total	Sauv.	RJ	LJ	Total		
Moins de 3 salariés	147	2 649	7 803	10 599	131	2 789	7 836	10 756	1,5%	72,9%
3 à 5	46	629	1 270	1 945	46	601	1 148	1 795	-7,7%	64,0%
6 à 9	39	324	514	877	27	301	480	808	-7,9%	59,4%
10 à 19	28	263	264	555	26	203	278	507	-8,6%	54,8%
20 à 49	18	131	99	248	11	112	78	201	-19,0%	38,8%
50 à 99	3	31	12	46	4	31	10	45	-2,2%	22,2%
100 et plus	1	28	3	32	7	20	7	34	6,3%	20,6%
TOTAL DEFAILLANCES	282	4 055	9 965	14 302	252	4 057	9 837	14 146	-1,1%	69,5%

Statistiques des défaillances par tranche d'âge par nature de procédure

TRANCHE D'ÂGE	2018 T1				2019 T1				EVOLUTION 2019 T1 / 2018 T1	TAUX DE Liquidations Judiciaires
	Sauv.	RJ	LJ	Total	Sauv.	RJ	LJ	Total		
moins de 3 ans	27	487	1 514	2 028	17	498	1 446	1 961	-3,3%	73,7%
3 à 5 ans	65	1 230	3 031	4 326	52	1 208	3 064	4 324	0,0%	70,9%
6 à 10 ans	65	972	2 476	3 513	70	1 018	2 531	3 619	3,0%	69,9%
11 à 15 ans	38	497	1 228	1 763	38	473	1 220	1 731	-1,8%	70,5%
16 et plus	87	869	1 716	2 672	75	860	1 576	2 511	-6,0%	62,8%
TOTAL DEFAILLANCES	282	4 055	9 965	14 302	252	4 057	9 837	14 146	-1,1%	69,5%

Statistiques des défaillances par région par nature de procédure

TRANCHE PAR RÉGION	2018 T1				2019 T1				EVOLUTION 2019 T1 / 2018 T1	TAUX DE Liquidations Judiciaires
	Sauv.	RJ	LJ	Total	Sauv.	RJ	LJ	Total		
AUVERGNE RHONE-ALPES	40	456	1 215	1 711	29	444	1 128	1 601	-6,4%	70,5%
BOURGOGNE FRANCHE-COMTE	10	149	352	511	8	151	325	484	-5,3%	67,1%
BRETAGNE	6	161	364	531	20	148	405	573	7,9%	70,7%
CENTRE VAL DE LOIRE	9	128	315	452	7	160	323	490	8,4%	65,9%
CORSE	1	46	53	100		53	59	112	12,0%	52,7%
GRAND EST	17	307	721	1 045	21	323	838	1 182	13,1%	70,9%
HAUTS DE France	19	340	747	1 106	8	301	750	1 059	-4,2%	70,8%
ILE DE FRANCE	26	623	2 508	3 157	23	621	2 407	3 051	-3,4%	78,9%
NORMANDIE	11	225	403	639	10	203	406	619	-3,1%	65,6%
NOUVELLE AQUITAINE	41	425	795	1 261	33	436	808	1 277	1,3%	63,3%
OCCITANIE	24	383	857	1 264	18	390	839	1 247	-1,3%	67,3%
PAYS DE LA LOIRE	14	172	432	618	11	192	377	580	-6,1%	65,0%
PROVENCE ALPES COTE D'AZUR	55	498	967	1 520	53	505	852	1 410	-7,2%	60,4%
GUADELOUPE	3	30	50	83	1	22	40	63	-24,1%	63,5%
GUYANE		8	17	25	6	9	13	28	12,0%	46,4%
MARTINIQUE		47	56	103		45	50	95	-7,8%	52,6%
REUNION	6	54	101	161	4	52	210	266	65,2%	78,9%
AUTRES OUTRE-MER, ETRANGER, NON CONNU		3	12	15		2	7	9	-40,0%	77,8%
TOTAL DEFAILLANCES	282	4 055	9 965	14 302	252	4 057	9 837	14 146	-1,1%	69,5%

Statistiques des défaillances par activité par nature de procédure

Activités	2018 T1				2019 T1				EVOLUTION 2019 T1 / 2018 T1	TAUX DE LIQUIDATIONS JUDICAIRES
	Sauv.	RJ	LJ	Total	Sauv.	RJ	LJ	Total		
AGRICULTURE	9	167	161	337	12	168	159	339	0,6%	46,9%
	1	25	29	55	1	12	30	43	-21,8%	69,8%
	3	81	66	150	5	64	71	140	-6,7%	50,7%
	5	61	66	132	6	92	58	156	18,2%	37,2%
CONSTRUCTION	54	1 061	2 606	3 721	48	1 063	2 410	3 521	-5,4%	68,4%
BÂTIMENT	5	339	812	1 156	3	329	774	1 106	-4,3%	70,0%
	20	483	1 322	1 825	14	496	1 218	1 728	-5,3%	70,5%
	8	53	104	165		62	97	159	-3,6%	61,0%
IMMOBILIER	1	14	66	81	2	14	47	63	-22,2%	74,6%
	2	27	88	117	2	23	82	107	-8,5%	76,6%
	18	145	214	377	27	139	192	358	-5,0%	53,6%
COMMERCE	71	691	2 413	3 175	54	693	2 348	3 095	-3%	75,9%
COMMERCE & RÉPARATION VÉHICULES	7	144	401	552	8	156	406	570	3,3%	71,2%
COMMERCE DE DÉTAIL	2	51	165	218	10	49	141	200	-8,3%	70,5%
	6	80	244	330	3	86	247	336	1,8%	73,5%
	6	54	188	248	5	55	196	256	3,2%	76,6%
	5	27	86	118	4	25	96	125	5,9%	76,8%
	16	55	296	367	4	61	250	315	-14,2%	79,4%
	9	33	77	119	9	22	72	103	-13,4%	69,9%
	2	39	211	252	3	54	195	252	0,0%	77,4%
		8	6	14		3	9	12	-14,3%	75,0%
	4	42	212	258	3	40	234	277	7,4%	84,5%
COMMERCE INTERENTREPRISES		18	79	97	1	25	75	101	4,1%	74,3%
	2	27	70	99		26	60	86	-13,1%	69,8%
	1	7	56	64	1	4	36	41	-35,9%	87,8%
	2	25	73	100	1	15	80	96	-4,0%	83,3%
		7	28	35		5	21	26	-25,7%	80,8%
	2	32	62	96	1	22	50	73	-24,0%	68,5%
	4	20	66	90		19	64	83	-7,8%	77,1%
	3	22	93	118	1	26	116	143	21,2%	81,1%
INDUSTRIE	20	381	626	1 027	21	342	581	944	-8,1%	61,5%
INDUSTRIE AGROALIMENTAIRE	8	158	248	414	5	129	237	371	-10,4%	63,9%
	7	133	216	356	5	129	198	332	-6,7%	59,6%
INDUSTRIE MANUFACTURIÈRE	2	18	53	73	1	13	43	57	-21,9%	75,4%
		24	38	62		28	35	63	1,6%	55,6%
		23	41	64	5	21	31	57	-10,9%	54,4%
	2	46	65	113	5	28	46	79	-30,1%	58,2%
		15	25	40		14		14	-65,0%	407,1%
	1	37	51	89	1	30	57	88	-1,1%	150,0%
	7	60	105	172	4	79	132	215	25,0%	61,4%
INFORMATION & COMMUNICATION	5	72	245	322	13	74	238	325	0,9%	73,2%
	3	50	148	201	9	52	147	208	3,5%	70,7%
	2	22	97	121	4	22	91	117	-3,3%	77,8%
TRANSPORT & LOGISTIQUE	5	145	393	543	2	160	408	570	5,0%	71,6%
	1	79	200	280	2	88	207	297	6,1%	69,7%
	2	21	35	58		16	47	63	8,6%	74,6%
	2	45	158	205		56	154	210	2,4%	73,3%
ACTIVITÉS D'ASSURANCE ET FINANCIÈRES	4	18	56	78	4	30	56	90	15,4%	62,2%
	4	8	36	48	4	17	38	59	22,9%	64,4%
		10	20	30		13	18	31	3,3%	58,1%
SERVICES AUX ENTREPRISES	56	472	1 224	1 752	46	432	1 319	1 797	2,6%	73,4%
ACTIVITÉS SCIENTIFIQUES ET TECHNIQUES	6	86	221	313	11	60	210	281	-10,2%	74,7%
	4	61	225	290	3	54	194	251	-13,4%	77,3%
	4	85	176	265	2	65	160	227	-14,3%	70,5%
SERVICES ADMINISTRATIFS AUX ENTREPRISES	34	62	133	229	23	78	146	247	7,9%	59,1%
	5	100	249	354	4	85	378	467	31,9%	80,9%
	1	33	100	134	1	31	94	126	-6,0%	74,6%
	2	45	120	167	2	59	137	198	18,6%	69,2%

(suite)

Activités	2018 T1				2019 T1				EVOLUTION 2019 T1 / 2018 T1	TAUX DE LIQUIDATIONS JUDICAIRES
	Sauv.	RJ	LJ	Total	Sauv.	RJ	LJ	Total		
SERVICES AUX PARTICULIERS	7	155	456	618	9	181	466	656	6,1%	71,0%
Activités de réparation		11	60	71	3	17	59	79	11,3%	74,7%
Coiffeurs, soins de beauté et corporels	6	103	306	415	6	140	318	464	11,8%	68,5%
Autres services à la personne	1	41	90	132		24	89	113	-14,4%	78,8%
HÉBERGEMENT, RESTAURATION, DÉBITS DE BOISSON	38	599	1 289	1 926	21	590	1 323	1 934	0,4%	68,4%
Hébergement	6	43	62	111	5	38	71	114	2,7%	62,3%
Restauration	23	455	1 026	1 504	12	466	1 015	1 493	-0,7%	68,0%
<i>Dont Restauration traditionnelle</i>	17	299	589	905	10	267	550	827	-8,6%	66,5%
<i>Dont Restauration rapide</i>	5	143	407	555	1	183	434	718	11,4%	70,2%
Débits de boissons	9	101	201	311	4	86	237	327	5,1%	72,5%
AUTRES ACTIVITÉS	13	294	496	803	22	324	529	875	9,0%	60,5%
Santé humaine & action sociale	1	121	121	243	12	114	119	245	0,8%	48,6%
Activités récréatives	4	71	136	211	3	91	165	259	22,7%	63,7%
Enseignement	7	74	159	240	4	79	172	255	6,3%	67,5%
Autres activités	1	28	80	109	3	40	73	116	6,4%	62,9%
TOTAL DEFAILLANCES	282	4 055	9 965	14 302	252	4 057	9 837	14 146	-1,1%	69,5%

**Savez-vous à quel point
la data contribue à la
performance de
votre entreprise ?**

Chez Altares, nous replaçons l'information au coeur de vos réalités économiques afin de vous apporter des solutions réellement adaptées à votre business.

Les défaillances d'entreprises de plus de 20 M€ de Chiffre d'affaires (données non consolidées, dernier bilan disponible) **ou plus de 100 salariés au cours du 1er trimestre 2019**

RAISON SOCIALE	ACTIVITE	NAF	DPT	EFFECTIF	CA (M€)	ANNEE BILAN	PROCEDURE	MOIS PROCEDURE
TOUPARGEL	Distribution de produits surgelés et d'épicerie à domicile	4791B	Rhône	2656	241,0	2017	RJ	Février
ARJOWIGGINS PAPIERS COUCHES	Fabrication de papier et de carton	1712Z	Hauts-de-Seine	618	221,8	2017	RJ LJ	Janvier Mars
ASSOCIATION AIDE FAMILIALE POPULAIRE	Action sociale sans hébergement n.c.a.	8899B	Seine-Maritime	547	12,9	2017	RJ (Résolution du plan de sauvegarde)	Janvier
NICE MATIN	holding, prestation de services de nature commerciale	6420Z	Alpes-Maritimes	502	56,8	2016	SAUV	Mars
NEW LOOK FRANCE	Commerce de détail d'habillement en magasin spécialisé	4771Z	Paris	447	67,0	2017	RJ	Mars
SOC NOUVELLE CGVL	Transports routiers de fret interurbains	4941A	Rhône	447	45,7	2016	RJ	Février
FONDERIE DU POITOU FONTE	Fonderie de fonte	2451Z	Vienne	435	91,8	2017	RJ	Février
EISMANN (Gpe Touperge)	Distribution de produits surgelés à domicile	4711A	Seine-Maritime	390	32,4	2017	RJ	Février
ODEOLIS	Gestion d'installations informatiques	6203Z	Paris	308	32,7	2017	SAUV	Mars
AGCNAM - ASSOCIATION DE GESTION DU CONSERVATOIRE NATION DES ARTS ET METIERS AUVERGNE-RHONE-ALPES	Enseignement supérieur	8542Z	Rhône	300	2,9	2015	RJ	Janvier
GROUPE NICE MATIN	Édition de journaux	5813Z	Alpes-Maritimes	295	31,0	2016	SAUV	Mars
ARJOWIGGINS LE BOURRAY	Fabrication de papier et de carton	1712Z	Sarthe	270	93,4	2017	RJ CESSION	Janvier Mars
ARJOWIGGINS SECURITY	Fabrication de papier et de carton	1712Z	Hauts-de-Seine	270	85,0	2017	LJ	Janvier
CITYVEILLE	Activités de sécurité privée	8010Z	Bas-Rhin	241	Confidentiel	2016	SAUV	Février
DURISOTTI SAS	Fabrication de carrosseries et remorques	2920Z	Pas-de-Calais	221	36,4	2017	RJ CESSION	Janvier Mars
TELECOISE	Travaux d'installation électrique dans tous locaux	4321A	Oise	210	20,7	2018	RJ	Janvier
MDF KITCHEN (Du bruit dans la cuisine)	Commerce de détail d'autres équipements du foyer	4759B	Ille-et-Vilaine	260	39,4	Comptes non déposés depuis 2004	RJ	Janvier
SOCIETE NOUVELLE DU JOURNAL L'HUMANITE	Édition de journaux	5813Z	Seine-Saint-Denis	187	22,1	2017	RJ	Février
DELAGRAVE	Fabrication de meubles de bureau et de magasin	3101Z	Seine-et-Marne	181	25,6	2017	SAUV	Mars
NOYON DENTELLE	Fabrication d'autres textiles n.c.a.	1399Z	Pas-de-Calais	179	11,7	2017	RJ	Janvier
SAVE	Commerce de détail d'ordinateurs, d'unités périphériques et de logiciels en magasin spécialisé	4741Z	Haute-Garonne	178	10,9	2017	LJ (Résolution du plan de redressement)	Mars
ENTREPRISE MIROUX	Travaux de maçonnerie générale et gros oeuvre de bâtiment	4399C	Pas-de-Calais	134	26,0	2017	RJ	Février
GARRIGUES	Travaux de menuiserie métallique et serrurerie	4332B	Lot-et-Garonne	129	29,7	2017	SAUV	Février
ASSOCIATION PETITE ENFANCE	Accueil de jeunes enfants	8891A	Maine-et-Loire	128	2,4	2014	SAUV	Février
LA FRAICHERIE	Restauration de type rapide	5610C	Rhône	121	Confidentiel	2017	RJ	Janvier
SIBELL	chips, biscuits apéritifs, snacks	1089Z	Bouches-du-Rhône	121	27,5	2014	RJ	Février
SOCIETE POUR L'HABITAT	Travaux de maçonnerie générale et gros oeuvre de bâtiment	4399C	Yvelines	117	31,7	2017	RJ Conversion en LJ	Janvier Février

(suite)

RAISON SOCIALE	ACTIVITE	NAF	DPT	EFFECTIF	CA (M€)	ANNEE BILAN	PROCEDURE	MOIS PROCE- DURE
TGSS	Activités de sécurité privée	8010Z	Pas-de-Calais	100	Confiden- tiel	2017	Conversion en RJ de la procédure de sauvegarde	Janvier
FREEFIELDMARKETING	Commerce d'électricité	3514Z	Nord	100	Confiden- tiel		LJ	Février
SECURITE PROTECTION INTER- VENTION	Activités de sécurité privée	8010Z	Yvelines	100	4,9	2013	LJ Résolution du plan de redres- sement	Février
GROUPE PROGARD FRANCE PROTECTION ET GARDIENNAGE PRIVES	Activités de sécurité privée	8010Z	Seine-Ma- ritime	90	3,5	2017	Conversion en LJ de la procédure de sauvegarde	Mars
AVENIR SECURITE	Activités de sécurité privée	8010Z	Ille-et-Vi- laine	88	Confiden- tiel	2017	RJ	Janvier
GREENFIELD	Fabrication de pâte à papier	1711Z	Aisne	76	59,6	2017	RJ	Janvier
TL CASH33	Commerce de gros (commerce interentre- prises) alimentaire spécialisé divers	4638B	Pyré- nées-At- lantiques	42	27,9	2013	LJ	Février

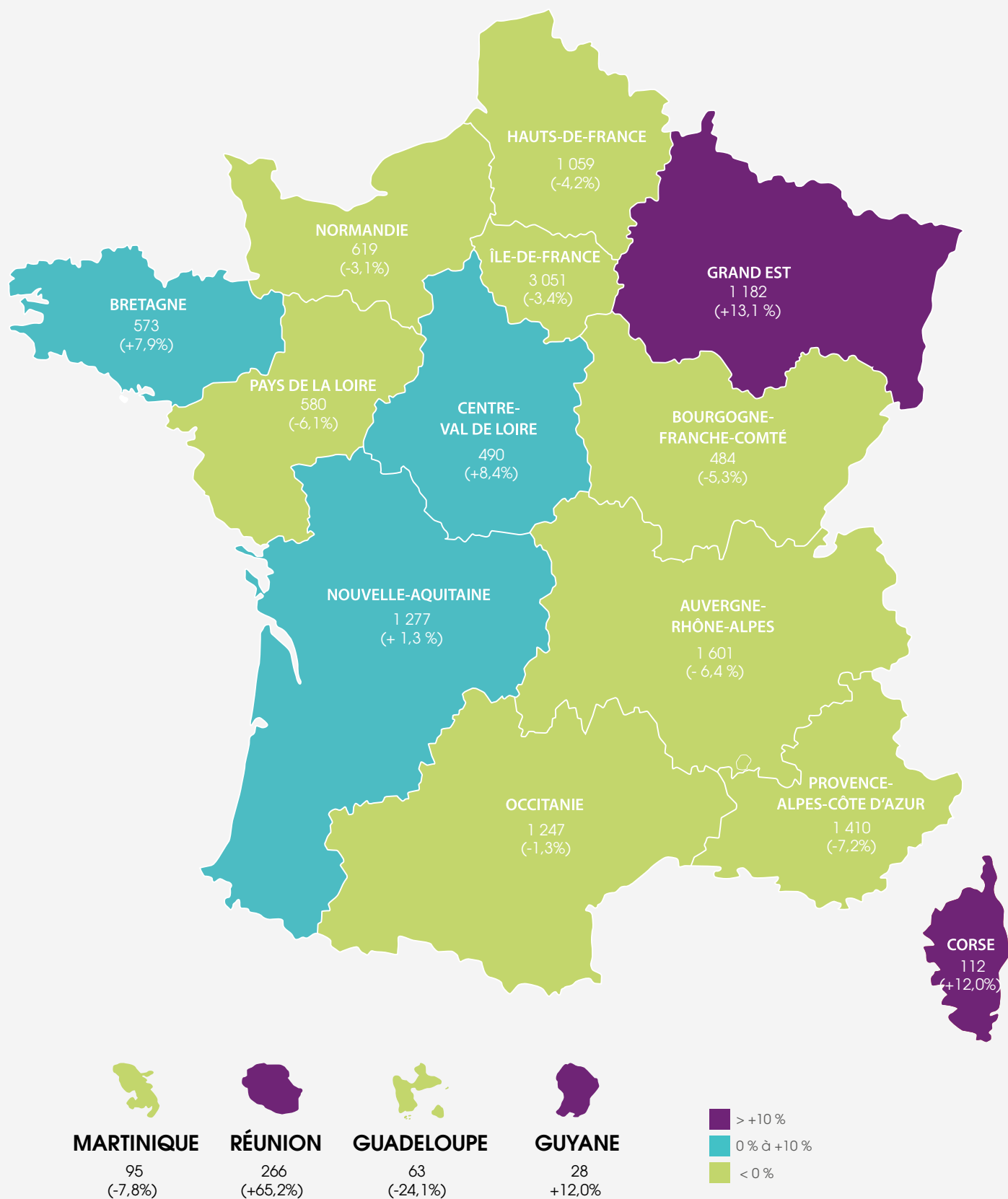
L'info B for B sous
l'angle data

Découvrez toutes nos publications

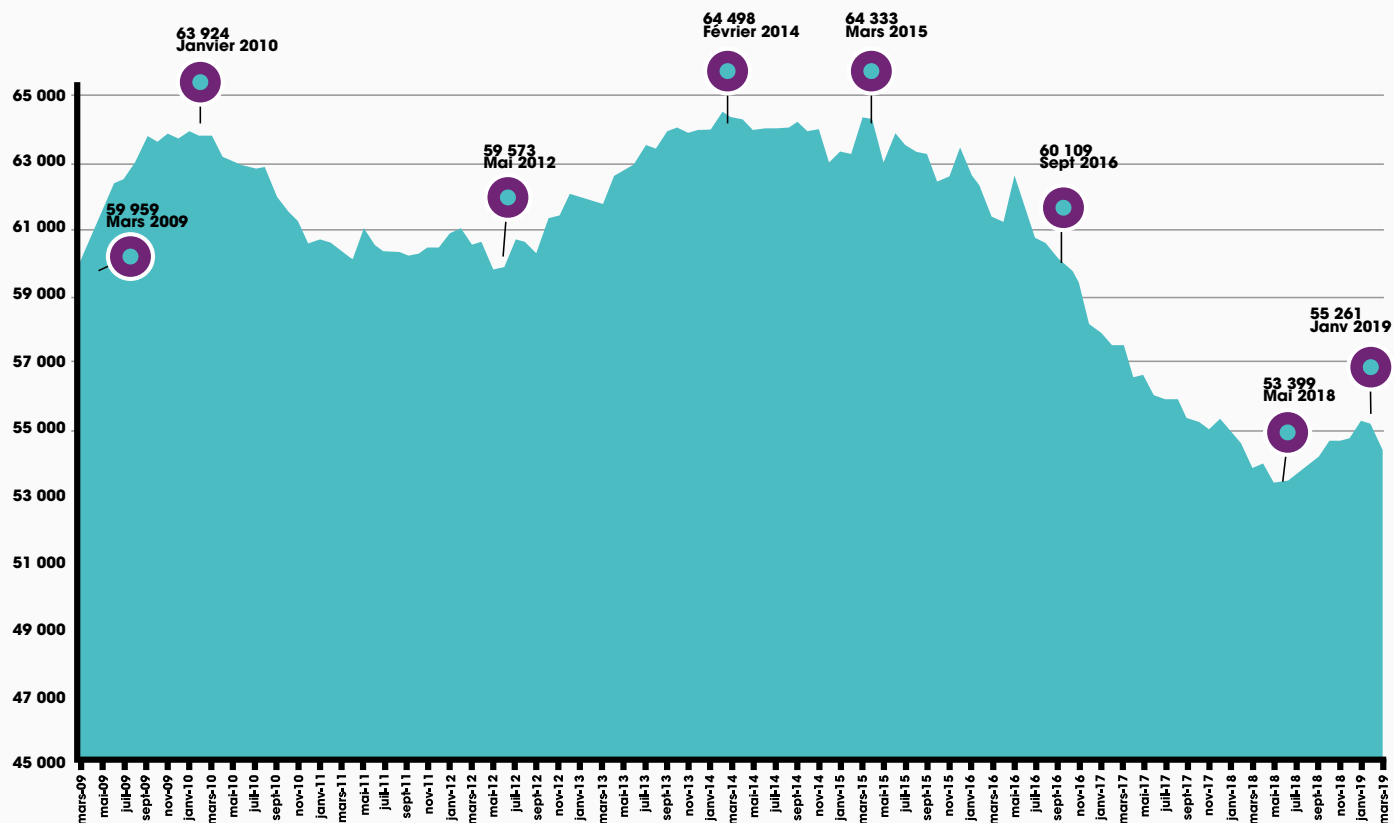
JE DÉCOUVRE

#bedatablog
by altares

Les Défaillances d'entreprises en région au 1er trimestre 2019



Evolution des défaillances d'entreprises en France sur 10 ans (Données 12 mois glissantes - mars 2009 à mars 2019)





PARTIE 2

ANNEXES

NOTE MÉTHODOLOGIQUE

■ Définition de la défaillance :

La défaillance d'entreprise correspond à l'**ouverture** d'une procédure de sauvegarde, redressement judiciaire ou liquidation judiciaire directe auprès d'un Tribunal de Commerce ou de grande instance. Cela ne recouvre donc ni les procédures amiables (mandat ad hoc ou conciliation) ni les suites d'ouverture (arrêt de plan ou conversion en liquidation) ; Chaque année, en moyenne, les 2/3 des Redressements Judiciaires ouverts sont convertis en Liquidations Judiciaires.

Le jugement prononçant le redressement judiciaire ouvre une période d'observation devant permettre à l'administrateur de dresser le bilan économique et d'élaborer un plan de redressement. La durée de la période d'observation est de 6 mois renouvelable 1 fois avec une prolongation exceptionnelle de 6 mois à la demande du Ministère public (Procureur de la République) soit au total 18 mois.

Ainsi, Altaires observe qu'en moyenne 60% des conversions en liquidation judiciaire sont prononcées l'année de l'ouverture du redressement judiciaire et 40 % le sont en année N+1 voire N+2.

A retenir : une défaillance = une ouverture.

■ Statistiques de défaillances :

Les statistiques Altaires de défaillances d'entreprises comptabilisent l'ensemble des entités légales **disposant d'un numéro siren** (entreprises individuelles, professions libérales, sociétés, associations) et ayant fait l'objet d'un jugement d'ouverture de procédure prononcé par un Tribunal de Commerce ou de Grande Instance. L'existence de ce numéro référentiel est indispensable pour savoir précisément de quelle entreprise il s'agit et pouvoir valider son parcours judiciaire. Sans ce numéro, les identifications seraient approximatives et il serait difficile de s'assurer qu'il s'agit bien d'une ouverture de liquidation plutôt qu'une conversion en liquidation au risque donc de comptabiliser deux fois un même jugement.

Altaires collecte ainsi près de 4 000 annonces non sirénées par an. Un traitement spécifique manuel d'identification du siren est réalisé permettant d'affecter un numéro de siren sur plus de la moitié des annonces. Les autres sont chargés dans la base de données altaires mais ne sont pas retenues dans les statistiques de défaillances.

A retenir : une défaillance = un Siren.

■ Les sources des procédures collectées par Altaires :

Altaires collecte l'ensemble des jugements auprès des greffes des Tribunaux de Commerce ou des Tribunaux d'Instance ou de Grande Instance de métropole et d'outre-mer. Altaires est également licencié officiel du B.O.D.A.C.C. (Bulletin Officiel d'Annonces Civiles et Commerciales) depuis 1987.

A retenir : l'exhaustivité des ouvertures de procédure (et leurs suites) sont enregistrées.

■ Données en date de jugement :

La date de défaillance retenue par Altaires est celle de l'ouverture de la procédure, c'est-à-dire la date du jugement et non pas la date à laquelle ce jugement a été publié dans un journal d'annonces légales ou au B.O.D.A.C.C. Les statistiques diffusées par Altaires sont issues de sa propre base de données et comptabilisent les jugements dès leur enregistrement, le plus souvent quelques semaines avant leur publication au B.O.D.A.C.C.

A retenir : la défaillance est comptabilisée en date de jugement et non date de publication

■ Nomenclature d'activités :

Les statistiques de défaillances par activité s'appuient sur la nomenclature des activités françaises NAF révisée au 1er janvier 2008. *(Voir en annexe la distribution des secteurs d'activités et les codes NAF qui leur sont associés dans les études trimestrielles Altaires de défaillances d'entreprises)*

A retenir : les activités sont définies par le code NAF.

■ Données sur l'emploi ou le chiffre d'affaires :

Les statistiques relatives à l'emploi ou au chiffre d'affaires sont issues de données retraitées par Altaires à partir des documents comptables publiés par les entreprises, de sources publiques telles que l'INSEE ou de sources privées.

A retenir : des sources privées Altaires peuvent pallier l'absence de documents comptables.



Cette étude vous a plu ?

Inscrivez-vous à notre newsletter pour
recevoir nos prochaines études

S'INSCRIRE

SECTEURS D'ACTIVITÉ ANALYSÉS

Secteurs d'activité analysés et codes NAF associés

Secteurs/Activités	Codes NAF associés
AGRICULTURE	
Chasse, pêche, forêt	017 à 03
Culture	011 à 0113 ET 016 sauf 0163Z
Elevage	014 à 015 et 0163Z
CONSTRUCTION	
Bâtiment	412 à 43
Immobilier	411 et 68
COMMERCE	
Commerce & réparation de véhicules	45
Commerce de détail	47
Commerce de gros	46
INDUSTRIE	
Industrie agroalimentaire	10 à 12
Industrie hors agroalimentaire	05 à 09 et 13 à 39
INFORMATION & COMMUNICATION	
Services informatiques & édition de logiciels	5821 à 5829
Autres activités information & communication (Edition, production, télécommunications, diffusion de programme, information)	5811 à 5819 ET 59 à 61 ET 62 à 6312 et 6391 ET 6399
TRANSPORT & LOGISTIQUE	
Transport routier de marchandises	4941 à 4950
Autres activités de transport	4910 à 4939 et 50 à 53
ACTIVITES FINANCIERES & D'ASSURANCE	
Activités financières et d'assurance	64 à 66 hors 6420Z
SERVICES AUX ENTREPRISES	
Activités scientifiques et techniques	69 à 75 et 9601A
Services administratifs aux entreprises	77 à 82 et 6420Z
SERVICES AUX PARTICULIERS	
Activités de réparation	95
Coiffeurs, soins de beauté et corporels	9602 ET 9604
Autres services à la personne	9601B ET 9603Z et 9609 à 98
HEBERGEMENT, RESTAURATION, DEBITS DE BOISSON	
Hébergement	55
Restauration	56 sauf 5630
Débites de boissons	5630
AUTRES ACTIVITES	
Santé humaine & action sociale	86 à 88
Activités récréatives	90 à 93
Enseignement	85
Autres activités	94 et 99

L'ANALYSE TRIMESTRIELLE

A PROPOS D'ALTARES

www.altares.com

Expert de l'information sur les entreprises, Altares collecte, structure, analyse et enrichit les données BtoB afin de les rendre « intelligentes » et faciliter la prise de décision pour les directions générales et opérationnelles des entreprises. Le groupe propose son expertise sur toute la chaîne de valeur de la data.

Partenaire exclusif en France, au Benelux et au Maghreb de Dun & Bradstreet, 1er réseau international d'informations BtoB, Altares se positionne comme le partenaire de référence des grands comptes, ETI, PME et organisations publiques, en leur offrant un accès privilégié à ses bases de données sur plus de 300 millions d'entreprises dans 220 pays.

Altares propose depuis début 2005 deux cycles d'analyses trimestrielles liés aux échanges économiques :

- les défaillances d'entreprises en France, complétées par les sauvegardes depuis l'entrée en vigueur de la loi au 1er janvier 2006
- les retards de paiement en Europe

Pour chacun de ces thèmes, Altares publie chaque trimestre une synthèse et une analyse des évolutions de tendance.

ALTARES

Campus Equilibre
Immeuble Le Yard
52-58 avenue Jean Jaurès
92700 Colombes
contact@altares.com
Tél : 01 41 37 50 00

RELATIONS PRESSE

Véronique Pouzeratte
vpouzeratte@vp-communication.com
Tél : 06 81 29 81 90

DIRECTEUR DES ÉTUDES

Thierry Millon
Thierry.Millon@altares.com
Tel : 04 72 65 15 51

www.altares.com

The logo for altares features a stylized 'A' composed of three white triangles pointing upwards, followed by the word 'altares' in a lowercase, sans-serif font.

altares